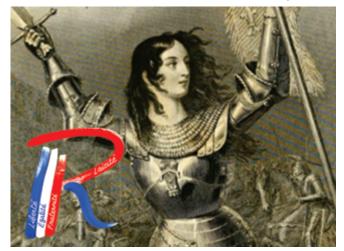
Celui qui s'attaquera à l'islam périra par Taubira : Marine le Pen menacée

écrit par Christine Tasin | 11 décembre 2012



Ils sont prêts à tout pour empêcher la libre critique de l'islam. Ils savent que s'ils essaient de faire voter une loi anti-blasphème les Français vont réagir, alors ils essaient de faire taire tous les islamolucides, islamophobes, islamoréalistes et autres défenseurs de nos valeurs par la justice. Elémentaire, ma pauvre Taubira!

Les voilà qui s'attaquent à Marine le Pen pour des propos tenus il y a deux ans. Le Ministère de la Justice qui ne recule devant rien depuis que Taubira est à sa tête vient de transmettre à Bruxelles une demande de levée de son immunité parlementaire, afin de pouvoir instruire une plainte du Mrap. Rien que ça.

Aurait-elle tué ? Aurait-elle volé ? Serait-elle poursuivie pour abus de biens sociaux ? Serait-elle <u>poursuivie</u> pour licenciement abusif de son ancienne assistante parlementaire comme l'a été Taubira ? Serait-elle poursuivie pour favoritisme dans la passation de marchés publics comme le fut Ayrault ? Serait-elle poursuivie pour atteinte au droit à l'image comme le fut Moscovici? serait-elle <u>poursuivie</u> pour

atteinte involontaire à la vie comme le fut Fabius ?

Que nenni, tout cela c'est de la roupie de sansonnet !

Marie le Pen a commis le c<u>rime impardonnable</u> de critiquer les prières dans les rues et de parler d'occupation. Il est vrai que, dans l'esprit des Taubira et compagnie, il est tout à fait possible de faire des prières dans les rues sans les occuper. Un brin d'entraînement à la lévitation et hop ! Le tour est joué.

Il est vrai également que des débats infinis ont eu lieu pour savoir s'il fallait entendre « Occupation » ou « occupation »...
Telle est la question (jugez sur pièce dans cette <u>video</u> publiée par Préchi-précha). Parce que, forcément, la majuscule renverrait aux heures les plus sombres de notre histoire et sous-entendrait des parallèles impensables au pays des lois Pléven, Gayssot et Taubira...

On rappellera pour la petite histoire que c'est suite à ces paroles de Marine le Pen que fut écrit l'un des <u>deux éditos</u> de *Riposte laïque* qui ont <u>conduit</u> Pascal Hilout et Pierre Cassen au tribunal. Le Procureur avait requis dans un premier temps la <u>modique somme</u> de 150000 euros d'amende et indemnités en tous genres assortie de prison avec sursis et, dans son immense mansuétude, le Tribunal les a condamnés à 12200 euros d'amende et indemnités, condamnation dont ils ont fait appel, appel qui sera jugé le 27 mars.

Mais il faut regarder de plus près ce que cache l'acharnement de Taubira. En effet, au moment où elle <u>vide</u> les prisons pour l'immense agrément des violeurs et autres multirécidivistes qu'il ne faut pas stigmatiser et qui ont droit au pardon sans conditions, elle s'acharne sur ceux qui critiquent l'islam, montrant ainsi le duo maudit qu'elle forme avec <u>Valls</u>. Main dans la main, ils vont parvenir à remettre en selle le <u>délit de blasphème</u> au pays de Voltaire.

Big brother est là. Il s'appelle Taubira. Il veut imposer

l'islam, et qu'on le respecte. Et c'est terrible. Non seulement le gouvernement de Hollande-Ayrault est un régime totalitaire qui est décidé à supprimer la liberté d'expression mais c'est un régime qui est prêt à imposer la charia dans notre pays.

Comment, en effet, avec cette demande de Taubira, ne pas songer aux lapideurs talibans qui occupent et séquestrent deux tiers du Mali au nom de la charia, donc de l'islam ? En effet, c'est bien au nom de la charia que des salafistes et sympathisants salafistes venus des différents départements (75, 91, 92, 93, 94, 95, 78, 77) occupaient régulièrement le rues parisiennes pour la prière du vendredi. Le parallèle fait froid dans le dos mais il mérite d'être posé, puisque même si l'immense majorité des musulmans qui vivent en France souhaitent vivre paisiblement et respecter nos lois la minorité agissante, qu'on la nomme salafiste ou islamiste, cherche à imposer sa loi sur l'ensemble du territoire et les prières dans les rues ont joué ce rôle pour un certain nombre d'entre eux. En attendant l'imposition de la charia à tous, musulmans dits modérés et non musulmans, comme au Mali ?

Et, pour une Taubira, ce serait un crime de le dire. Les Français ne seront pas dupes et sauront voir dans cette demande du Ministère de la Justice le vrai visage de la bête immonde qui nous ronge chaque jour davantage.

Christine Tasin